



# Démocratie révolutionnaire

## Pour une refondation démocratique du mouvement révolutionnaire

Pour nous contacter : [contacts@npa-dr.org](mailto:contacts@npa-dr.org)

Lettre n° 324 du 3 mars 2024

Au sommaire :

- « *C'est nous qui produisons, c'est nous qui décidons !* » - Isabelle Ufferte
- **Non aux guerres de Biden et Macron et à la menace de leur généralisation, l'ennemi est dans notre propre pays !** - Galia Trépère

## « C'est nous qui produisons, c'est nous qui décidons ! »

Esbroufe, déclarations « chocs », improvisations et têtes-à-queue en tous genres, Macron, Attal et leur gouvernement s'agitent sur tous les fronts, redoublent de provocations démagogiques, expression de leur panique et de l'inquiétude des classes dominantes face à la montée des mécontentements, produit de l'intensification de la guerre de classe.

Le salon de l'agriculture a été l'occasion d'un feu d'artifice de démagogie populiste patriote des rivaux Macron-Attal et Le Pen-Bardella, entre rillettes et surenchères mensongères, qu'il s'agisse de l'aberrante « *souveraineté alimentaire* » ou des « *prix plancher* » à propos desquels chacun s'est joyeusement contredit, illustrant la désinvolture cynique de ce petit monde devisant à l'abri de leurs gardes du corps (qui n'ont pas empêché Marion Maréchal d'être douchée à la bière) et de quelques compagnie de CRS... Tous tentent d'utiliser et d'instrumentaliser la colère des agriculteurs pour leurs propres intérêts et, surtout, pour la canaliser pour le compte de l'agrobusiness et du CAC40. Un spectacle auquel les différents politiciens en campagne ont d'une façon ou d'une autre participé, jusqu'à Ruffin s'exposant aux côtés de la Coordination rurale...

### La force des agriculteurs, malgré les divergences d'intérêt, mener une lutte globale politique

Malgré les divisions syndicales et les intérêts contradictoires, et bien que les salariés agricoles, les plus nombreux, n'aient pas pu faire entendre leur propre voix ni apporter avec les petits producteurs leurs propres réponses à la crise agricole, la force du mouvement est de mener une lutte politique.

Les agriculteurs ont imposé le débat sur la question agricole, dénoncé les revenus dérisoires tirés du travail d'une

grande majorité des petits exploitants dont 2/3 vivent sous le seuil de pauvreté, pris à la gorge par les banques, la grande distribution, les intermédiaires, les multinationales de l'agrobusiness, les mensonges de l'Etat et de l'Europe. Ils ont gagné la solidarité de l'opinion publique.

Le fond du problème apparaît de fait au grand jour, la soumission de l'agriculture comme de l'ensemble des activités humaines au diktat des profits.

La colère des agriculteurs est loin de se focaliser uniquement sur les « normes » et le « mangeons français ». Elle vise très directement les géants de l'agrobusiness, par-delà la volonté des sommets des syndicats majoritaires telle la FNSEA dirigée par le président du groupe agro-industriel Avril. Propriétaire des huiles Lesieur et Puget, d'entreprises de fertilisants, d'alimentation animale et surtout de biocarburants très rentables qui lui ont permis d'obtenir de gros cadeaux fiscaux, le groupe présent dans 19 pays a réalisé un résultat net de 218 millions (+ 45 %) en 2022...

A l'autre bout du « monde agricole », des petits producteurs tournent leur colère contre ces géants, comme le 27 février sur le stand Lactalis avec la Confédération paysanne. Lactalis, qui a cumulé 28 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2022, exploite avec la même brutalité le travail de 85 000 salariés et de 10 000 exploitants agricoles contraints de lui vendre leur lait à un prix inférieur au coût de production.

Le lendemain, à Blanquefort en Gironde, une centaine de viticulteurs bloquaient l'usine du géant du négoce en vins Castel pour exiger une hausse du prix du tonneau, « *On ne peut plus vivre dans un système déconnecté des coûts de production* ».

Parmi les principaux syndicats d'exploitants agricoles, les directions de la FNSEA, des Jeunes Agriculteurs (55 % à eux deux aux dernières élections) ou de la Coordination

rurale (21,5 %) sont proches du macronisme ou de l'extrême-droite, contrairement à la Confédération paysanne qui représente 20 % des exploitants, essentiellement des petits, et a au cœur de son combat celui contre les multinationales de l'agro-alimentaire et tranche en affirmant sa solidarité avec les paysans du monde entier. Mais par-delà la politique des dirigeants, le mouvement des agriculteurs met en lumière la folie d'un système qu'ils défendent cependant, où ceux qui produisent n'ont aucun moyen de contrôler la production et encore moins de décider de son organisation, entièrement soumise aux intérêts des banques, de la grande distribution, un système qui pousse à la concentration du capital, condamne les petites exploitations et exploite la main d'œuvre.

## **La dette pour nourrir les profits, l'austérité pour que les bourses explosent**

L'ensemble de l'économie et de la société, des producteur-trices, subissent la même dictature du profit. Alors que le monde est en quasi récession, les Bourses mondiales battent record sur record. En France, les bénéfices cumulés des entreprises du Cac 40 dépassent ceux de 2022 sans même les trois d'entre elles qui n'ont pas encore publié leurs comptes.

Seule ombre au tableau de cette euphorie : l'annonce de la baisse (très relative) de l'inflation officielle à 2,9 % (contre 3,1 % en janvier) a entraîné le jour-même un repli à la Bourse, tant l'inflation est un puissant accélérateur du transfert des richesses vers le capital.

Un transfert que l'Etat organise avec méthode. Les 10 milliards d'économies décidées par Le Maire, qui s'ajoutent aux 16 milliards déjà actés dans le budget 2024, sont pris dans les poches des travailleur-ses, des chômeur-ses, sur les budgets de l'éducation, de la santé, des services publics. Ces milliards vont renflouer les banques par le biais du remboursement de la dette, alimenter les superprofits qui ne sont pas réinvestis dans la production mais vont gonfler la bulle spéculative qui menace d'éclater dans un krach.

Les « défaillances » d'entreprises se multiplient, telle celle de Casino qui vient d'annoncer une dette abyssale de 5,7 milliards d'euros. Le tribunal de commerce n'en a pas moins validé son rachat par deux barons de la finance qui promettent d'injecter... quelques centaines de millions d'euros. Cela alors que le ministère public et les syndicats avaient donné un avis négatif au vu du « *contenu parfaitement lacunaire du volet social* » de leur plan, un euphémisme pour parler des licenciements.

## **Nous aussi, mener une lutte d'ensemble politique, une lutte de classe contre le système**

Cette débauche de fric, le cynisme et les provocations anti-ouvrières, anti-pauvres, anti-chômeurs, anti-jeunes des classes dominantes et de leurs serviteurs politiques, ne peuvent qu'alimenter les mécontentements. La ques-

tion des salaires, des revenus des classes populaires, de la répartition des richesses est devenue une question centrale.

Les grèves et débrayages se succèdent dans nombre d'entreprises (SNCF, Safran, Dassault, La Poste...). Dans la Fonction publique, l'intersyndicale appelle à une journée de grève le 19 mars alors que le gouvernement a annoncé le blocage du point d'indice en 2024 (en 20 ans, les salaires des fonctionnaires ont perdu 27 % de pouvoir d'achat). Dans plusieurs académies de la région parisienne, les enseignants ont refusé de reprendre les cours et sont en grève depuis cette semaine, ils appellent à faire de la journée du 7 mars un « *choc des moyens et des salaires* ». Le 4 avril ce seront les salarié-es du travail social qui seront en grève. Mais les syndicats, englués dans le dialogue social et sa gestion, eux aussi prisonniers du système, sont incapables d'offrir des perspectives à la contestation et aux mouvements qui sont aujourd'hui isolés les uns des autres. Ils n'ont aucun plan de bataille pour aider à les construire, à les faire converger, à faire prendre conscience aux travailleurs de leur communauté d'intérêts et de leur force. Les liens qui se tissent le sont à la base, à l'initiative de militant.es des luttes, syndiqué-es ou non, indépendamment des directions syndicales.

Ces luttes et les travailleur-ses qui les animent ont besoin d'une politique pour leur convergence, pour se rencontrer, dégager et élaborer des revendications communes, faire de cette multiplicité de mouvements une lutte d'ensemble politique. La question des salaires pose celle de l'organisation de la société et de l'économie, de quelle production, quelles priorités pour répondre aux besoins et intérêts collectifs, quelle répartition des richesses produites, et qui en décide.

L'accélération de la crise, l'intensification de la guerre de classe que mène le capital contre le travail, les explosions de colère qu'elles provoquent transforment la compréhension qu'ont nombre de travailleur-ses de la marche de la société, de la place qu'ils et elles y occupent, de la force collective qu'ils représentent quand ils s'organisent.

En contestant la domination de la finance, la loi du fric, le monde du travail est porteur de perspectives aussi pour les travailleur-ses de la terre, pour l'ensemble des classes populaires et la société. Il ne peut y avoir de production respectueuse des travailleur-ses, qu'ils et elles soient salarié-es, exploitant-es agricoles, artisan-es, commerçant-es, sans remise en cause de la course au profit, de la concurrence généralisée qu'elle génère et de la propriété capitaliste. Ce n'est que sur ses ruines que pourra être construite une société débarrassée des rapports d'exploitation, basée sur la libre coopération des travailleur-ses des villes et des villages et la planification européenne, internationale de l'économie et de la production, industrielle et agricole.

*Isabelle Ufferte*

## **Non aux guerres de Biden et Macron et à la menace de leur généralisation, l'ennemi est dans notre propre pays !**

« Il n'y a pas de consensus aujourd'hui pour envoyer de manière officielle, assumée et endossée des troupes au sol. Mais en dynamique, rien ne doit être exclu », déclarait Macron lundi dernier, à l'issue de la conférence européenne qu'il présidait à Paris au sujet de l'aide à l'Ukraine. Une surenchère belliciste pour occuper le devant de la scène européenne ? Sans doute mais pas seulement, il se faisait en fait l'écho d'une discussion qui a réellement eu lieu parmi la vingtaine de chefs d'État ou de gouvernement réunis à Paris.

De nombreux dirigeants -USA, Otan, Allemagne, Royaume-Uni- se sont récriés devant ces déclarations, non sans hypocrisie, un vrai concert de menteurs même pour tout dire, quand on apprend qu'une fuite a révélé que l'état-major allemand discute des possibilités de l'armée ukrainienne d'attaquer la Crimée grâce à des missiles Taurus de très longue portée, alors que le chancelier Scholz se disait encore il y a peu opposé à leur livraison. C'est ce qui permet à Macron de prendre argument des étapes précédentes de l'escalade militariste de l'Otan, quand il répond : « beaucoup de gens qui disent "jamais, jamais" aujourd'hui étaient les mêmes qui disaient "Jamais des tanks, jamais des avions, jamais des missiles à longue portée" il y a deux ans ». « Nous ferons tout ce qu'il faut pour que la Russie ne puisse pas gagner cette guerre », a-t-il insisté alors que l'armée ukrainienne manque non seulement de munitions du fait de l'interruption des livraisons américaines mais aussi et surtout de soldats, décimés sur le front, et tant sont nombreux ceux qui cherchent à échapper à la réquisition, au sacrifice de leur vie pour les intérêts d'un pouvoir et d'oligarques corrompus.

L'envoi de troupes au sol est certes exclu à court terme mais il ne faut pas fermer les yeux hypocritement sur la présence directe de militaires de l'Otan aux côtés de l'armée ukrainienne depuis des années et tout particulièrement depuis 2022. Et, aujourd'hui, la logique même de la guerre, une guerre des puissances occidentales contre la Russie par peuple ukrainien interposé, pourrait y conduire, accélérant l'escalade guerrière et la rendant incontrôlable, jusque, y compris, à l'utilisation d'armes nucléaires comme Poutine en a brandi la menace en réponse à Macron. Le tyran russe est d'autant plus imprévisible que son pouvoir et sa sale guerre se heurtent à une opposition qui s'est encore manifestée vendredi aux funérailles de Navalny suivies par des milliers de personnes malgré les risques de répression.

Les Etats-Unis et leurs alliés, dont la France, soutiennent aussi l'État d'Israël dont la guerre génocidaire a déjà fait plus de 30 000 morts parmi la population palestinienne. Dans Gaza réduite à la famine par le blocus israélien, un véritable carnage s'est produit dans la nuit de mercredi à jeudi, lors de l'arrivée des quelques camions d'aide ali-

mentaire autorisés à entrer dans la ville. Les tirs des soldats israéliens ont fait plus de 115 morts et des centaines de blessés. Biden, Macron et d'autres ont fait entendre quelques paroles hypocrites de réprobation tandis que Darmanin s'engage dans la guerre comme il peut en annonçant un renforcement de la sécurité contre « la menace terroriste ». Leur soutien à Israël est inconditionnel parce que cet Etat est le gendarme des puissances occidentales contre les peuples du Moyen-Orient. Et ils s'inclinent quand l'État et l'armée sionistes rejettent toute proposition de cessez-le feu ou même de pause humanitaire.

Ils ont déployé une armada en Méditerranée, dans le Golfe persique et l'Océan indien pour faire face aux conséquences de l'offensive meurtrière d'Israël, intervenir contre les Houthis et le Hezbollah, et anticiper l'extension possible de la guerre à d'autres pays du Moyen-Orient dont l'Iran.

### **Leur guerre n'est pas la nôtre ! Non à la guerre de Biden et Macron**

Les dirigeants du capitalisme occidental préparent leurs Etats et leurs opinions publiques au retour de la guerre sinon sur leur propre territoire, du moins avec la chair à canon de leurs populations. C'est leur politique pour imposer la mainmise de leurs multinationales face à leurs rivaux que sont les nouvelles puissances capitalistes émergentes.

La guerre est déjà là, la propagande orchestrée par le pouvoir et les médias aux ordres des Bolloré and Co le ressasse tous les jours, elle est là sous la forme d'une « économie de guerre » au nom de « l'aide à l'Ukraine » et pour « empêcher une victoire russe qui serait la fin de la sécurité européenne » comme Macron l'a déclaré dans ses vœux aux forces armées le 19 janvier dernier. C'est l'industrie de la défense qui doit acquérir « une capacité de production plus rapide et plus forte ». C'est un budget de l'armée qui aura doublé en 10 ans grâce aux 413 milliards d'euros attribués pour la loi de programmation militaire 2024-2030. C'est l'instauration du SNU obligatoire en classe de seconde. Dans le même temps, le gouvernement réduit les budgets des services publics et de la protection sociale tout en continuant à subventionner les groupes capitalistes avec l'argent public. « L'économie de guerre », c'est la guerre de classe contre les travailleurs et la préparation de l'armée pour des guerres de « haute intensité » comme le disent le gouvernement et les états-majors.

**Rompre avec le nationalisme, aucune complicité avec la politique des puissances occidentales, aucune confusion avec leur propagande mensongère**



A l'occasion du deuxième anniversaire de l'agression de Poutine contre l'Ukraine, les différentes forces du mouvement syndical et du mouvement révolutionnaire ont rappelé leurs positions sur la guerre.

Huit syndicats (CGT, CFDT, FO, FSU, Solidaires, CFE-CGC, UNSA, CFTC) ont signé un appel commun à manifester intitulé « *Pour une paix juste et durable : Solidarité avec la résistance des travailleuses et travailleurs ukrainiens !* ». Il y est question du « *choix tragique de Poutine de réinviter la guerre à grande échelle sur le sol européen* » comme si Poutine était le seul responsable de la guerre.

Ce refrain mensonger martelé par la propagande occidentale, on le retrouve dans le mouvement révolutionnaire lui-même. C'est ainsi que le NPA de Besancenot et Poutou réclamait des armes pour l'Ukraine et invitait à participer à la manifestation syndicale du 24 février. De même que le NPA-Révolutionnaires maintient son mot d'ordre « *Troupes russes hors d'Ukraine* » dont la réalisation ne peut être aujourd'hui que le résultat d'une victoire de l'armée ukrainienne et de ses alliés de l'Otan, quand bien même il est précisé en sous-titre « *La défense de l'Ukraine par les travailleurs et leurs propres armes* ».

Une enquête du New-York Times a révélé récemment comment la CIA, présente depuis 2014 en Ukraine, a préparé sur le terrain militaire la guerre actuelle. Macron lundi dernier a clairement laissé entendre -et cela a été confirmé par un responsable d'un ministère de la Défense d'un pays européen- que des militaires des forces spéciales, européens et américains, étaient déjà en Ukraine (officiers de renseignement guidant les opérations sur le terrain, personnel servant les missiles de longue portée livrés par la France et la Grande-Bretagne...). Autant d'éléments qui viennent ouvrir les yeux de celles et ceux qui ne voulaient ni voir ni entendre que la guerre d'Ukraine s'inscrit dans une offensive stratégique et militaire mondiale des puissances occidentales. Tout comme la guerre d'Israël contre les Palestiniens et les peuples du Moyen-Orient.

En réponse à cette offensive qui porte en elle la menace d'une mondialisation de la guerre, le mouvement ouvrier a besoin d'une politique. Il ne peut subir l'offensive sociale, idéologique, militariste sans réagir sous peine du pire. Contre le nationalisme et les défenseurs du camp occidental, les bellicistes de tous bords, nous avons besoin de constituer un front internationaliste qui se donne les moyens de lutter contre la guerre, révolutionnaire, capable de mener la lutte contre la propagande militariste qui ose se revendiquer du droit des peuples ou de la lutte

contre l'antisémitisme pour justifier leur guerre par procuration contre la Russie et leur soutien inconditionnel au sionisme génocidaire.

## **Non au réarmement ! L'ennemi est dans notre propre pays**

Notre solidarité avec les populations ukrainiennes et russes, avec la population palestinienne, c'est dénoncer les fauteurs de guerre que sont non seulement Poutine ou Netanyahu mais aussi les Biden, Macron and Co dont Zelensky est le pantin. C'est notre totale indépendance politique par rapport à notre Etat, notre gouvernement qui sont partie prenante de ces deux guerres, et leur politique militariste qui est indissociable de leur offensive contre les travailleurs, de même que leur politique raciste et xénophobe. Au nationalisme, à l'idéologie réactionnaire, d'extrême-droite, des classes dirigeantes, nous opposons la solidarité internationaliste entre tous les travailleurs quels que soient leur pays d'origine, leur couleur de peau, leur religion.

Leur guerre n'est pas la nôtre ! N'en payons pas le prix de quelque façon que ce soit ! L'État est prêt à engloutir des dizaines de milliards d'euros d'argent public pour stimuler l'industrie militaire, produire des avions, des blindés, des obus alors que des malades meurent dans des couloirs d'hôpitaux, que les établissements scolaires manquent de personnel, que les transports urbains sont invivables.

Nous disons « *pas un euro, pas un homme pour la guerre* ».

Le combat contre la guerre est indissolublement lié au combat contre le capitalisme lui-même dont la crise de sénilité génère une concurrence économique exacerbée pour l'accaparement des ressources naturelles et des richesses extorquées aux travailleurs.

Voilà la raison fondamentale de la multiplication des guerres et de la menace d'une généralisation de celles-ci, c'est la contradiction insupportable entre les capacités de production des richesses, les formidables progrès technologiques, la socialisation et l'internationalisation de la production et la propriété privée capitaliste, la concentration des richesses dans un nombre de mains de plus en plus réduit, le parasitisme des classes possédantes.

Pour la paix, pour la coopération entre les peuples, pour une économie socialiste destinée à satisfaire les besoins des populations et de la nature, il n'y a qu'une voie, la fraternisation par-delà les frontières contre la tyrannie du capital.

*Galia Trépère*